

SOMMAIRE

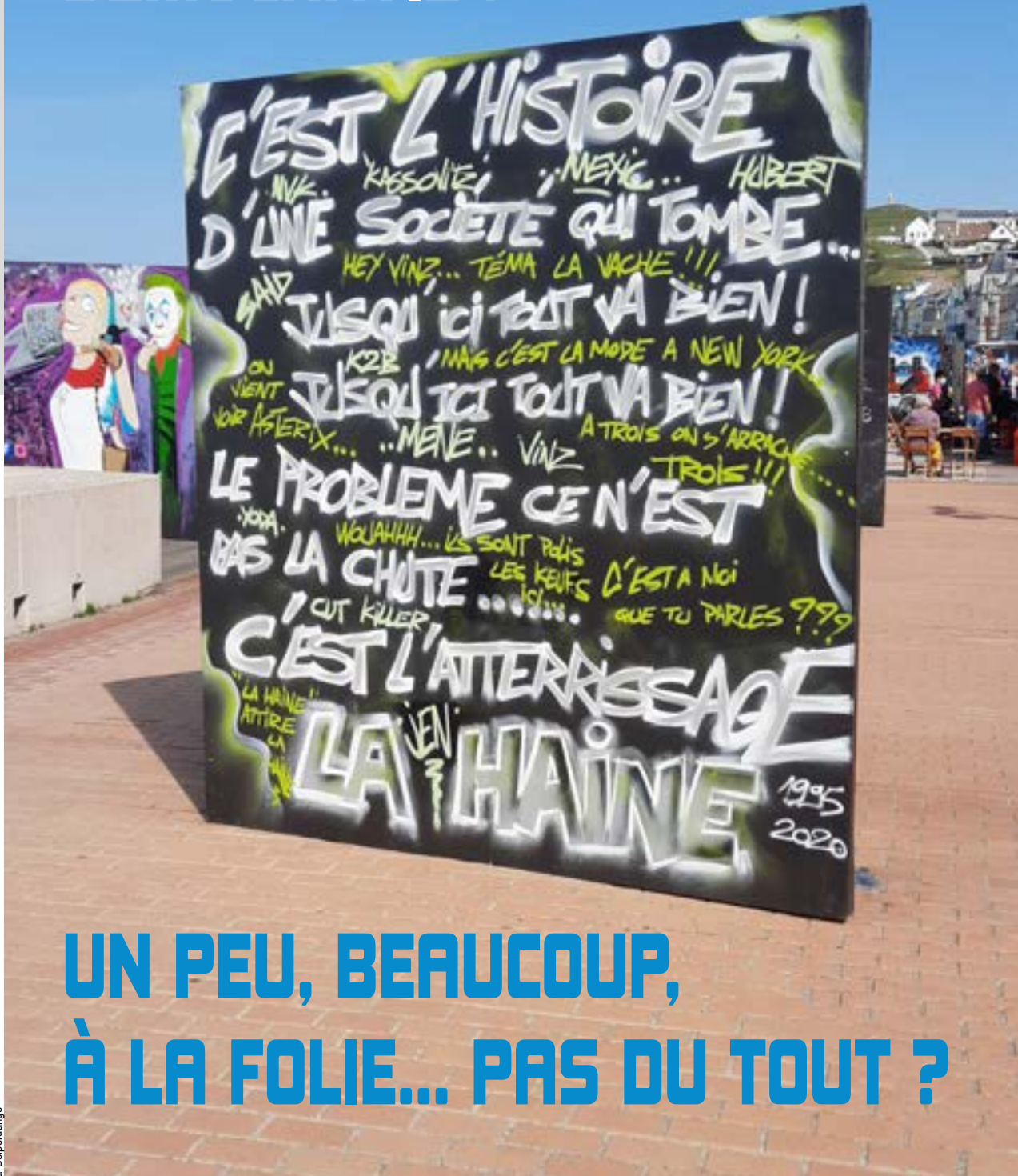
- 3. Entre ordre et désordre, nos démocraties vacillent-elles ?
- 7. Le clash, ou le contraire du débat démocratique
- 10. Le trumpisme a encore de beaux jours devant lui
- 13. Interview de Edgar Szoc



Le complot :
une réponse à des
questions... sans
réponses ?

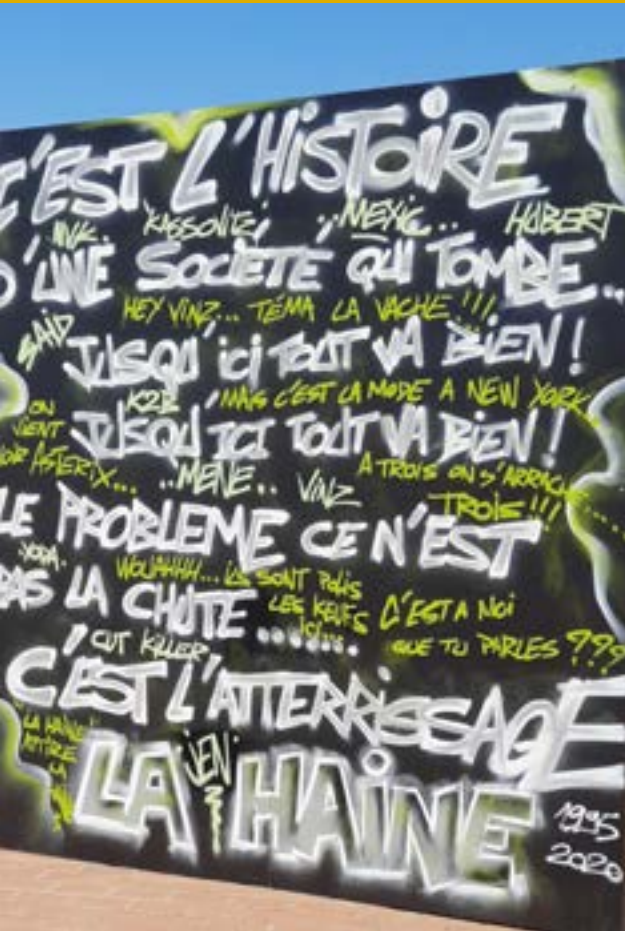
- 17. Les liens du sens

DÉMOCRATIE :



UN PEU, BEAUCOUP, À LA FOLIE... PAS DU TOUT ?

ADIEU LA DÉMOCRATIE ?



« On ne vit plus en démocratie ! » Cette affirmation s'entend de plus en plus dans les conversations privées, dans les débats publics et sur les réseaux sociaux.

Et pourtant, nous élisons nos représentants aux différents niveaux de pouvoir et les assemblées sont le reflet des choix des citoyens. Dans les parlements et même parfois à la tête de certains pays, on rencontre aujourd'hui des élus présentés comme antisystèmes alors que, la plupart du temps, ces responsables sont totalement intégrés au système économique et social. À côté de la montée des populismes se développe de plus en plus le phénomène du complotisme, abordé dans plusieurs articles dont l'interview d'Edgar Szoc.

Pour certains, le grand complot est partout... et la crise du Covid-19 a accentué ce phénomène. Mais comme le souligne Guillaume Lohest dans un article un peu provocant, les attitudes complotistes ont des points communs avec la démarche d'éducation permanente (esprit critique, adversaires communs par exemple) qu'il est intéressant d'analyser pour créer des ponts et des espaces de vigilance.

Snobers ces phénomènes, ne pas entendre les questions et parfois aussi le désarroi qu'il y a derrière, c'est non seulement mépriser les personnes qui défendent ces positions, c'est aussi risquer d'étouffer la culture du débat et refuser la complexité, qui sont des fondements de la démocratie.

Défendre la démocratie, ce n'est pas prétendre que le système est parfait. Au contraire, c'est pouvoir le bousculer pour dénoncer les faiblesses et les failles, comme le font les personnes rencontrées par Laurence Delperdange. On ne peut résumer la démocratie au droit de vote ; c'est le souhait exprimé par de plus en plus de citoyens qui sont tout aussi attachés à vivre dans un État de droit qui respecte les libertés fondamentales et permet une participation plus réelle des citoyens dans le débat public.

Les élections américaines nous ont amenés inévitablement à nous poser des questions sur la démocratie aux États-Unis mais aussi chez nous. Comme le souligne Monique Van Dieren, ce pays souvent présenté comme « la plus grande démocratie du monde » est plutôt devenu depuis l'élection de Trump en 2016 « le plus grand pays populiste du monde ». Il a montré plus que jamais les failles de son système électoral et institutionnel. De plus, la protection sociale y est rudimentaire et les dérapages policiers y sont nombreux... comme en France, ces derniers mois.

Une démocratie ne se mesure pas exclusivement au fonctionnement de ses institutions mais de façon plus fondamentale à sa capacité de répondre aux enjeux majeurs vécus par la population et à celle du dialogue avec les groupes qui la composent. Les intérêts des groupes sociaux peuvent être divergents, voire antagonistes et faire l'objet de rapports de force. Quelle est la capacité du pouvoir politique d'en tenir compte et d'assurer les arbitrages nécessaires qui nécessitent d'imaginer des mesures permettant une plus grande égalité et un accroissement de la justice sociale ?

Si beaucoup disent que la démocratie est malade, il ne suffit pas de l'affirmer. Il faut pouvoir établir un diagnostic précis mais aussi développer des vaccins et remèdes. Des vaccins pour prévenir les dérives, et des médicaments pour qu'elle retrouve une capacité de réponse aux enjeux de société et aux réalités vécues par les citoyens.

Paul Blanjean

Équipe de rédaction :

Claudia Benedetto, Paul Blanjean,
Laurence Delperdange, Guillaume Lohest,
Monique Van Dieren

Rédactrice en chef : Monique Van Dieren

Mise en page : Hassan Govahian

Editeur responsable :

Paul Blanjean, 8, rue du Lombard
5000 - Namur - Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespulaires.be

Prix au n° : 4 €

Pour s'abonner (Contrastes + Fourmillière) :
Versez 20 € au compte BE46 7865 7139 3436
des Equipes populaires, avec la mention :
"Abonnement à Contrastes" + votre nom

P A R O L E S D E C I T O Y E N S

ENTRE ORDRE ET DÉSORDRE, NOS DÉMOCRATIES VACILLEN-ELLES ?

Le mot démocratie n'a jamais fait couler autant d'encre et alimenté autant d'émissions que ces dernières semaines. Les élections américaines et le surprenant refus du futur ex-président des USA de quitter le pouvoir nous amènent à nous interroger sur l'adéquation de notre système démocratique avec la définition que l'on s'en fait. Contrastes a choisi d'entamer son dossier en donnant la parole à quelques citoyen-ne-s sur une série de questions qui traversent aujourd'hui nos sociétés démocratiques.



Qu'est-ce qui fonde nos démocraties occidentales ? Libertés, justice, droits... jusqu'où et comment ? Quand un État devient-il liberticide ? Lorsque le pouvoir réprime certains actes, profère des mensonges, bafoue certains droits, est sourd à l'expression de justes revendications, faut-il craindre un irrémédiable basculement vers un système autoritaire ? La violence à l'égard des citoyens ne peut être légitimée. Quelle touche à leur intégrité physique ou qu'elle soit institutionnelle. Répression par la force, détournement d'argent, fraude fiscale, impunité, remise en cause du droit de grève déchirent la bannière d'un idéal démocratique. Voter pour un candidat, pour son programme est-il un gage de voir advenir un monde tel qu'on le rêve pour soi et pour les autres ? L'accroissement des inégalités est-il la seule réponse à un programme qui impose la soumission de la vie aux règles du capital ? Quel est le réel pouvoir de l'État face au diktat des multinationales ? La logique de partis a-t-

elle perverti une réelle démocratie ?

Un peu partout, des collectifs se forment pour faire entendre leur opposition à tel ou tel projet visant leur région, leur commune. Des sensibilités diverses s'expriment, portant une vision, le choix d'un autre mode de vie et le droit d'être entendu dans ces choix. C'est dans la capacité d'action, de réaction, de mobilisation, d'expression que se prend aussi le pouls de la démocratie.

Selon le philosophe Jacques Rancière¹, l'expression démocratie représentative renferme une contradiction ; la démocratie excluant l'idée de représentation... Nous serions donc gouvernés par des oligarques et cela depuis quelques dizaines d'années. Quelle soit représentative, directe, participative, la démocratie porte en elle bien des errements, des failles qui se nourrissent des erreurs du passé, de la soif de pouvoir et d'argent parfois, des incompé-



Flickr: thierry ehmann

lences policières en France. Son documentaire rassemble différents points de vue sur l'ordre social et pose la question de la légitimité de l'usage de la violence par l'État. Parmi les personnes interrogées, la philosophe Monique Chemillier-Gendreau². Elle se dit hostile à l'idée d'un consensus voué à unir les nationaux au sein d'une seule et même identité. « *Lâchement de la démocratie, c'est d'accepter le pluralisme, or, dans nos démocraties inachevées, on cherche à développer l'entre-soi* ». Le multipartisme ne serait plus garant de cette diversité des opinions mais, à l'inverse, l'incarnation d'une confiscation du pouvoir permise par la verticalité du pouvoir. Elle prône davantage une organisation de communautés politiques à laquelle on aurait ôté la notion de souveraineté et qui serait fondée sur la compétence.

Maintenir un Etat de droit

Thibaut a 42 ans, est marié, père de deux enfants, ingénieur informaticien dans une grande banque ; il vit dans la province du Luxembourg.

« *On a tendance à considérer la démocratie comme un but en soi. Or pour moi, ce n'est pas ça. Je la vois comme un moyen d'atteindre un Etat de droits, construit autour de valeurs. Mais encore faut-il que cela fonctionne. Pour cela, il faut une séparation des pouvoirs. Une presse libre. Et la possibilité pour les citoyens, d'influer sur les décisions.* »

Mais influence-t-on vraiment ? Le fait qu'on ait une alternance, va dans le sens de la démocratie. Le vote, peut contribuer à changer, à sanctionner le pouvoir en place et c'est nécessaire. Sans cela, on est dans une dictature.

Parmi les valeurs d'une démocratie, Thibaut pointe la justice sociale, la solidarité, la liberté d'expression. « *Il faut, dit-il, un équilibre entre économie, écologie et solidarité. Cet équilibre existe plus ou moins en fonction des gouvernements en place. L'alternance permet d'atteindre ces valeurs.* »

Mais chez nous la démocratie montrerait ses limites. « *Les partis ont de plus en plus de pouvoir. Les dirigeants sont peu sanctionnés par rapport à ce qu'ils font ; certains demeurent très longtemps au pouvoir. L'opposition n'a pas vraiment l'occasion de s'exprimer. Un parti comme le PTB est marginalisé.* »

Thibaut souligne un manque de transparence, des arrangements entre politiciens. « *On n'est*

pas au courant et même, il y a une forme de manipulation. Des faits graves sont dévoilés... sans suites. Les commissions parlementaires m'apparaissent plutôt comme des arrangements entre politiciens. En tant que citoyen, on a très peu de pouvoir, peu de prise. Tous pourris ? Non, je n'irais pas jusque-là. »

Et moi dans tout cela ? « *Je suis fatigué de la manière dont les choses se passent. Ça amène à se détourner de la politique et c'est dangereux. On assiste à une lame de fond qui détourne les gens des partis traditionnels et les amène à voter pour l'extrême droite. Oubliant le passé. On peut critiquer les gens qui votent pour l'extrême mais c'est les politiciens qui ont fait le nid de ça parce que certains n'ont pas été corrects.* »

Thibaut avoue ne pas se sentir capable de s'impliquer, de s'engager davantage et confie ne pas s'y intéresser vraiment. « *Il y a des gens qui doivent le faire. J'espère que certains seraient prêts à se battre. On est face à des défis majeurs : climat, mutation de notre société, puissance des gafa. La société civile pourrait faire bouger les choses. Le politicien n'a pas tous les pouvoirs mais en même temps, il n'a pas de prise sur la mondialisation. Le monde de la finance détient le pouvoir et le politique devrait reprendre la main mais ne le fait pas.* »

Ce père de deux jeunes adolescentes dit espérer juste « *que les enfants passeront au travers des crises à venir. Elles sont inévitables : crise écologique, coronavirus, crise écologique...* »

Et puis, travaillant dans un secteur bancaire clé, il voit circuler de gigantesques sommes d'argent... « *Il faut prendre l'argent là où il se trouve* », dit-il. Comme quoi, ne pas s'impliquer n'empêche pas d'avoir des idées...

Pas si mal, mais peut mieux faire

Romain a 31 ans. Il est marié et est conseiller académique dans une école artistique.

Il plante le décor d'emblée : « *La démocratie, c'est le contraire de ce qui est autoritaire, ce qui prive de libertés, quand le pouvoir est aux mains de quelques-uns qui sont les seuls à bénéficier de privilèges. Cela veut dire pas de liberté de presse, pas de possibilité d'être qui on est, de se mouvoir...* »

La démocratie, c'est un pays où peuvent s'exercer toutes les libertés imaginables mais dans le respect des lois, pour bien vivre ensemble. Le pouvoir est remis en jeu tous les 4 ou 6 ans par des élections libres. Qui va gouverner ?

Qui va nous représenter ? On confie à des gens qui doivent prendre le pouvoir mais aussi être prêts à le perdre. En Belgique ? On respecte, il y a des garde-fous parmi lesquels une presse libre, des associations qui agissent pour garantir que les libertés soient maintenues et pour rappeler à l'ordre le pouvoir, en cas de faux pas. J'ajouterais, pas de pression sur la justice et des débats au parlement.

Romain se dit confiant. « *On est dans le bon. Même s'il y a des accros, les démentis sont toujours là. Le Vlaams Belang n'est pas au pouvoir.* »

Quand j'entends « démocratie »...

Camille Van Durme, 26 ans

Quand j'entends « démocratie », j'entends représentativité des citoyen-ne-s, de toute-s les citoyen-ne-s. Mais avec notamment très peu de personnes racisées parmi nos élu-e-s, force est de constater qu'il y a des efforts à faire en la matière. Il y a cependant de belles nouvelles, comme la nomination de Petra De Sutter au poste de Vice-Première ministre chargée de la Fonction publique, devenant ainsi la première ministre transgenre en Europe.

A ses côtés, Sarah Schlitz (secrétaire d'État à l'Égalité des genres et des chances) me donne envie de croire en un avenir favorable. Jeune femme militante, elle communique avec aisance sur les réseaux sociaux. Proche du terrain, elle veille à rendre compréhensible les enjeux qu'elle défend. C'est ce que j'attends de nos élu-e-s.

Quand j'entends « démocratie », j'entends **débat public et liberté d'expression**. A travers les réseaux sociaux, je constate un intérêt croissant pour certaines questions politiques : racisme, violences policières, sexisme, égalité des genres, sont abordés quotidiennement sous des formes très diverses. L'avantage est que les réseaux sociaux ont le mérite de faciliter la diffusion d'informations et le débat autour de ces sujets, surtout en période de confinement. L'inconvénient est que le débat n'y est pas toujours constructif, voire bienveillant. Je pense notamment aux nombreuses femmes qui ont décidé de quitter Twitter suite au harcèlement qu'elles y ont subi. Ce réseau reste pourtant utilisé quotidiennement par la majorité des personnes politiques, journalistes, institutions et par de nombreux citoyen-ne-s.

Quand j'entends « démocratie », j'entends **participation**. Or participer nécessite de comprendre, et comprendre requiert du temps, des informations fiables et un cadre structuré et clair. Je constate que beaucoup de personnes qui m'entourent se désintéressent de la politique belge qu'elles considèrent trop complexe, pour s'orienter vers des enjeux plus accessibles comme les élections américaines par exemple. Donald ou Joe, c'est plus facile à suivre qu'un gouvernement qui prend 653 jours pour se former.

Quand j'entends « démocratie », j'entends aussi **droits et libertés**. Cette période de crise nous amène à nous poser de nombreuses questions sur nos libertés, notamment celle de circuler librement. A cet égard, n'oublions pas que les frontières tuent plus que le coronavirus. Le droit de circuler librement est chaque jour plus violemment piétiné et cela me révolte. Etant jeune, il est parfois difficile de prendre du recul et de mesurer la gravité d'une situation. Est ce qu'on fonce droit dans le mur ? Est ce qu'on y est déjà ? Comment faire pour agir efficacement ? Vous partager ces préoccupations et lire celles des autres me semble être un début...

► Il fait partie du système. C'est une tendance qu'on voit beaucoup en Europe. Ça pose question. Mais les empêcher, est-ce la démocratie ? Il faut faire confiance à l'esprit critique pour contrer, déconstruire, montrer que les réponses proposées par la droite ne sont pas bonnes. En tant que citoyen, je pense que je suis équipé pour ça. Des canaux existent. Il faut être informés, se renseigner ; j'ai des outils ou je sais qu'ils existent. Fait-on assez leur promotion ? Par exemple, au niveau du Parlement wallon, il existe la possibilité de lancer des pétitions en ligne. On peut dire ce qu'on pense et demander que ce soit étudié. Au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les citoyens sont invités à partager sur des sujets de société. Au sein de nos communes, on peut interpeller quelqu'un. L'échelle locale est le premier relai. Et puis il y a

aussi les associations, les syndicats. On vit dans un Etat social avec des filets de sécurité et il y a des formes de contre-pouvoirs qui sont là pour nous aider. On a des bases solides comme le respect du résultat des élections, les libertés des citoyens ; une sorte de contrat moral entre les citoyens et leurs représentants. »

Un bémol ? Le fait que parfois, faire de la politique devient un job et que le renouvellement manque ou se fait de père en fils... Romain déplore aussi le découpage compliqué de nos institutions, des différents niveaux de pouvoir, cette sorte de « lasagne institutionnelle ». Il évoque la Suisse qui semble bien fonctionner malgré ses trois communautés. « Chez nous, on multiplie les entités mais ça complique plutôt que d'apporter des solutions. On veut garder beaucoup de prérogatives au fédéral mais ça freine les prises des décisions. »

Et moi dans tout ça ? « A un moment de sa vie, on reçoit un certain pouvoir qu'on doit pouvoir rendre. Je suis un citoyen concerné, je m'informe, je connais certains élus locaux. »

Les élections américaines ? « On se serait cru des années en arrière, dans un pays émergent d'Amérique du Sud. Trump refuse d'accepter le résultat des urnes qui n'est pas en sa faveur. Comme ça arrive parfois dans certains pays où l'on sait que la démocratie n'existe pas. C'est très interpellant. »

Laurence Delperdange

Lentement mais sûrement

Roger travaille dans le domaine du son. Il a 58 ans, est marié et père d'un enfant actuellement étudiant à l'université.

Il déplore que la démocratie évolue de plus en plus négativement depuis les années 80. Celles estampillées Thatcher, Reagan et les Chicago boys. La « crise » de ces années-là semble devenue un système durable, accroissant les inégalités et soutenant le capitalisme « libre et sans entraves » ; lequel ne supporte aucune concurrence à son propre système. Or, selon Roger, les systèmes où il n'y a pas d'alternative(s) portent le nom de dictature. Pour lui, c'est bien vers cela que se dirigent nos sociétés. Lentement, mais sûrement.

La théorie du ruissellement à laquelle on a voulu nous faire croire est un leurre. « Les politiques fiscales favorables aux plus nantis et aux multinationales, appliquées depuis le début des années 80 et qui se sont accélérées ces dernières années, guidées par cette fumeuse théorie du ruissellement, n'ont rien apporté. Pourtant, les différents niveaux de pouvoir s'entêtent dans cette voie, au niveau national ou européen. La dette sert de prétexte pour désinvestir dans les services publics. Mais cette même dette n'est jamais évoquée lorsqu'il s'agit d'acheter des avions de guerre, de faire des cadeaux fiscaux aux multinationales ou de mettre fin à la grande criminalité fiscale », constate Roger. Il pointe les politiques gouvernementales qui « œuvrent de moins en moins au bien commun et de plus en plus au profit d'une oligarchie, une classe politique qui ne se renouvelle pas, ou alors de manière « dynastique », et des idées qui vont à l'encontre de tout progrès social ».

Toutes les politiques d'austérité appliquées depuis plus de 20 ans accroissent la fracture sociale. Et dans le même temps, on assiste à la montée de l'extrême droite (du VB à la N-VA, en passant par Trump, Bolsonaro, Orban, Salvini et autres). Les partis « traditionnels » en arrivent à adopter le vocabulaire de l'extrême droite. C'est un indicateur extrêmement négatif. « Cela m'a frappé peu après l'accession au pouvoir de la N-VA, avec les propos de Francken, repris à peu de chose près par les autres membres du gouvernement, francophones inclus. »

Roger pointe également la perte en qualité de la presse dominante, laquelle servirait de plus en plus de porte-voix aux différents gouvernements plutôt qu'à informer ou expliquer. « Lorsqu'il s'agit de couvrir une grève, le temps d'antenne ou les colonnes de journaux couvrant l'événement s'attardent davantage aux conséquences sur la vie quotidienne des non-grévistes que sur les raisons de cette grève ».

LE CLASH, OU LE CONTRAIRE DU DÉBAT DÉMOCRATIQUE

Donald Trump a popularisé une manière de gouverner par le tweet. Mais n'est-ce pas l'ensemble de la communication politique qui est contaminé par la culture du clash, de la phrase-choc, des opinions binaires et agressives ? Comment comprendre ce phénomène ? Cet article s'appuie notamment sur les analyses de Christian Salmon.

C'est devenu une expression politicienne un peu creuse et plutôt horripilante : « se mettre autour de la table ». Autrement dit discuter, débattre, chercher des compromis. Les cadors de la politique belge l'utilisent dès qu'ils sont interrogés dans les médias. Et par extension, par mimétisme, sans doute nous aussi au sein des organisations et des institutions où les prises de décision reposent sur des processus collectifs. Que cette formule soit devenue un immense cliché dit quelque chose du fond de notre imaginaire politique.

L'idéal du débat d'idées

La démocratie, et même plus largement la politique, est logiquement associée à la possibilité d'échanger des idées, de confronter des opinions, de débattre sur base de faits et d'arguments. La philosophe Hannah Arendt, inspirée par la démocratie athénienne, établissait une distinction entre l'Oïkos, la maison - les domaines domestiques et économiques - et l'Agora, la place publique - domaine de la politique et de la démocratie. L'agora, c'est le lieu où l'on discute des affaires de la cité, le lieu du « débat public ». Au Moyen Âge, on pratiquait dans les universités l'art de la *disputatio*, un débat oral et public entre plusieurs interlocuteurs, considéré comme une manière d'apprendre.

Nos démocraties sont héritières de cet idéal du débat, à tous les échelons de la vie politique, du petit groupe militant jusqu'à une élection présidentielle. Giscard - Mitterrand, Sarkozy - Hollande, Macron - Le Pen, Trump - Biden, etc. En Belgique, vu les particularités institutionnelles de notre pays, ce genre de discussion réunit souvent davantage de candidats moins spectaculaires, mais les grands débats télévisés entre candidat.e.s rythment les échéances électorales. « Conférence-débat », « ciné-débat », « soirée-débat » : la vie associative et culturelle porte aussi les marques de cette omniprésence



du débat. Et même dans l'enseignement, une part non négligeable des cours de français consiste à apprendre l'art de l'argumentation.

Du storytelling à l'ère du clash

Pourtant, cela fait longtemps que d'autres logiques de communication semblent s'être imposées dans l'espace public. À commencer par celle du *storytelling*. Auteur du best-seller du même nom, le chercheur français Christian Salmon analyse depuis de nombreuses années la façon dont évolue la communication politique. Selon lui, les années 1990 et 2000 ont été dominées par l'émergence du *storytelling* : les professionnels de la politique ont principalement cherché à raconter des « histoires », à créer des personnages et des intrigues davantage qu'à construire des arguments rationnels et des idées pertinentes. C'était en incarnant une bonne histoire que l'on gagnait les élections.

Mais une nouvelle forme de communication a pris le relais, qu'il appelle « l'ère du clash ». Quand et comment s'est produite cette évo-►

1. Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005. Jacques Rancière est philosophe, professeur émérite de l'université Paris 8, depuis son ouvrage *La parole ouvrière* (La fabrique, 2007), il travaille sur le postulat de l'égalité des intelligences, réflexion réunie dans *Le Maître ignorant* (Fayard, 1987). Il porte ainsi une attention toute particulière au partage du savoir et à la parole des « sans-parts », ceux qui n'ont pas voix au débat, tout en interrogeant les notions de peuple et de démocratie.

2. Monique Chemillier-Gendreau, *Régression de la démocratie et déchainement de la violence*, Conversations pour Demain, avec Régis Meyran, Ed. Textuel, septembre 2019. L'auteure est militante des droits humains, spécialiste de droit public.

► lution ? « *L'âge du storytelling*, écrit Christian Salmon, commence dans les années 90 pour s'achever en 2008, lorsque l'ère du clash prend le relais. Mais ce passage ne s'est pas effectué d'un seul coup, comme si on tournait une page. Il y a une sorte de tuilage entre les deux périodes. 2008 est une date charnière qui marque à la fois le zénith du storytelling, avec l'élection d'Obama, et le début de son déclin, avec la crise de 2008. Avec la campagne de Trump, il devient évident que la vie politique ne s'ordonne plus en séquences ou feuilletons. Elle n'est plus rythmée par l'intrigue mais par l'imprévisibilité, l'irruption, la surprise, une logique de la rupture qui relève davantage d'une sismographie politique que du storytelling. On est passé de la story au clash, de l'intrigue à la transgression sérielle, du suspense à la panique, de la séquence à une suite intemporelle de chocs¹. »

Le discrédit

Les tweets de Donald Trump ne sont pas seuls en cause. En Belgique, certains hommes politiques pratiquent également ce genre de communication-spectacle. On pense à Georges-Louis Bouchez assez spontanément, mais il est loin d'être le seul ! L'ensemble du champ démocratique est contaminé par cette nouvelle façon de discuter qui n'en est plus une. Sur les ré-

seaux sociaux, nombreux sont les internautes qui font l'expérience de l'impossibilité de discuter. Les commentaires s'additionnent, se « clashent », sans s'articuler entre eux. Le débat semble devenu impossible. Pas seulement sur les réseaux sociaux d'ailleurs : dans la « vie réelle », le clash, humoristique ou non, devient une forme de communication.

La philosophe Marylin Maeso, interrogée sur ce phénomène, résume la situation de cette façon : « *Quand on débat, on pose le thème sur la table, on s'entend sur les termes du débat, et on discute, on se met d'accord sur tel point, on reste en désaccord sur un autre. Ce qui se passe aujourd'hui, c'est moins de comprendre de quoi il s'agit, c'est d'être pour ou contre*². » Ce qui peut ressembler à un débat n'en a alors que les apparences. « *La raison pour laquelle le clash est le contraire du débat, c'est précisément parce que le clash sert d'écran de fumée pour éviter qu'on discute au fond. Le but d'un clash, c'est littéralement d'empêcher qu'on débattre*³. »

Pour Christian Salmon, ce passage de l'ère du storytelling à l'ère du clash suit une progression logique. Les « raconteurs d'histoires », médias, politiciens, éditorialistes, sont entrés dans une « spirale du discrédit » qu'il compare à l'inflation monétaire. « *La multiplication des histoires à la Reagan pour légitimer un système de domination a tracé ou creusé la spirale du discrédit. De même que l'inflation ruine la confiance dans la monnaie, l'inflation d'histoires a ruiné la crédibilité de tous les narrateurs. Personne n'est épargné. Toutes les sources d'information sont viciées, tous les « auteurs » - qu'ils soient médiatiques, politiques, ou même scientifiques (le climatoscepticisme) - sont frappés de discrédit*⁴. »

Clashez-vous... avec le soutien des algorithmes

Poussant plus loin son analyse dans un tout récent ouvrage, *La tyrannie des bouffons*, Christian Salmon s'inquiète du fait que le clash ne soit pas seulement un régime de communication politique, mais un nouveau genre de rapport social, médiatisé et régulé par des algorithmes. Observant les similitudes entre différents « bouffons » de la politique moderne, Salvini, Trump, Bolsonaro, Johnson, Orbán, etc., il constate une similitude entre eux qui n'a rien de comique. « *Ce que ces bouffons ont en commun, c'est qu'au-delà de leurs personnalités fantasques ou leurs propos outranciers, il y a toujours un double, ou une équipe, en coulisses, des experts en communication ou en réseaux sociaux, qui ont compris la logique des*

*algorithmes qui font gagner des points sur les réseaux sociaux. Le cas le plus emblématique a été le rôle joué par Dominic Cummings auprès de Boris Johnson au moment du vote sur le Brexit*⁵. »

On sait qu'en Belgique, le *Vlaams Belang* est de loin le parti qui investit le plus d'argent dans les contenus sponsorisés sur les réseaux sociaux. Quant à l'Italie, le politologue Giuliano Da Empoli avait déjà relevé pourquoi ce pays avait énormément intéressé le stratège américain d'extrême droite Steve Bannon. « *Au-delà des envolés rhétoriques, le discours de Bannon est intéressant parce qu'il saisit le point essentiel du cas italien, qui a été ignoré par les alarmes sur la montée de l'extrême droite et le retour du fascisme qui se sont multipliées ces derniers temps. Ce qui se joue en Italie n'est pas la réédition des années 1920 ou 1930 du siècle dernier. Ce qui se joue en Italie est l'émergence d'une nouvelle forme politique façonnée par Internet et par les nouvelles technologies*⁶. »

Désertier ou dompter ?

Les algorithmes qui régissent la portée des publications sur les réseaux sociaux favorisent celles qui contiennent des propos excessifs, clivants. « *Des recherches effectuées par le Wall Street Journal donnent à penser que Facebook est tout à fait conscient du problème. « Nos algorithmes utilisent la force d'attraction qu'exercent les clivages sur le cerveau humain. » Selon le quotidien, c'est ce qu'affirmait une présentation de 2018 préparée par un groupe de travail de Facebook chargé d'évaluer dans quelle mesure la plateforme numérique alimentait la polarisation des opinions*⁷. »

Même si Facebook n'a jamais confirmé officiellement les résultats de cette recherche interne, l'hypothèse que les propos clivants ont une audience démultipliée sur les réseaux sociaux pose aux mouvements sociaux - et même à chaque personne souhaitant s'engager individuellement - un dilemme permanent. *Comment porter nos valeurs dans l'espace public ?* Soit on se retire des réseaux sociaux, dans un geste de refus des clivages et de cette culture du clash. On prend alors le risque d'abandonner toute une partie de l'espace populaire à l'extrême droite populiste et aux « bouffons » portés par des conseillers experts en algorithmique. Soit on participe à la mêlée, dans l'espoir d'être capable d'utiliser les algorithmes au service de valeurs émancipatrices - au risque d'être pris nous-mêmes dans l'engrenage qu'on veut éviter.

Que faire face à ce dilemme ? Résister face à la machine ou la dompter ? L'histoire a déjà connu des épisodes similaires, lors des débuts de la révolution industrielle. Les machines en question volaient alors le travail des artisans : certains tentèrent de les briser (notamment les luddites), d'autres de s'y adapter tout en faisant valoir leurs droits (les prémices du mouvement ouvrier). Les deux attitudes sont légitimes : ne pas désertier le champ de bataille, mais ne pas non plus en accepter les règles.

Le courage de la modération

Nous faisons l'hypothèse que ces deux attitudes doivent s'articuler pour être complémentaires et se renforcer mutuellement. Dans les deux cas, réhabiliter une culture du débat, une pratique du conflit par le débat, semble incontournable même si la tâche semble titanesque. Que ce soit sur les réseaux sociaux ou de vive voix, en « présentiel » ou en « distanciel », la responsabilité de tous les acteurs est engagée. Les médias et les politiques évidemment, mais nos organisations d'éducation permanente aussi, à leur échelle. Ainsi que le précise Marylin Maeso, « *L'argumentation n'est pas une pratique innée. Il n'y a pas d'innéisme de la pensée, et de la manière de présenter ses idées, d'argumenter et d'être capable d'entendre le désaccord comme autre chose que comme une offense. Tout cela s'apprend*⁸. »

Certains se grisent de cette ambiance d'affrontement binaire. Ils considèrent la nuance comme une lâcheté, une tiédeur, voire une trahison. Le conflit est pourtant tout l'inverse de l'affrontement. Et le débat, tout le contraire du clash. Quant à la tiédeur, laissons Albert Camus répondre. Il écrivait en 1944 dans le journal de résistance *Combat* : « *Notre monde n'a pas besoin d'âmes tièdes. Il a besoin de cœurs brûlants qui sachent faire à la modération sa juste place.* »

Guillaume Lohest

1. Christian Salmon : « La rhétorique et les paroles onctueuses de Macron ne réussissent plus à occulter la violence », propos recueillis par Thibaut Sardier et Simon Blin, *Libération*, le 15 février 2019.
2. Marylin Maeso : « On doute de tout, sauf de la nécessité de douter », propos recueillis par Philippe Laloux dans *Le Soir*, 16 juin 2020.
3. Marylin Maeso dans « Le clash a-t-il remplacé le débat public ? », émission *Le temps du débat* sur France culture, le 6 mars 2020.
4. Idem.
5. Christian Salmon : « Les discours de haine et la désinformation sont le carburant des réseaux sociaux », interview sur France Inter par Christine Siméone, le 21 novembre 2020.
6. Giuliano Da Empoli, *Les ingénieurs du chaos*, JC Lattès, 2019, p. 37.
7. « Facebook, le paradis des avis extrêmes », Par Christina Brause (Die Welt), traduit dans *Le Soir*, le 15/06/2020
8. Marylin Maeso dans « Le clash a-t-il remplacé le débat public ? », émission *Le temps du débat* sur France culture, le 6 mars 2020.

C'est oui ou c'est non ?!

Certains médias ont une grande part de responsabilité dans la polarisation des échanges.

Des émissions comme « *C'est vous qui le dites* », ou encore certains grands débats politiques, acculent systématiquement leurs invité.e.s, sommé.e.s de se prononcer de façon binaire : « C'est oui c'est non ? », « Vous n'avez pas répondu clairement à la question », « Une réponse claire »... Ces relances journalistiques peuvent être guidées par la volonté de faire sortir les professionnels politiques de leur langue de bois ; cela n'empêche qu'ils participent à une polarisation des paroles publiques.

Comment expliquer ces évolutions ? On constate tous les jours que la rupture de confiance entre la population et les médias est devenue presque insurmontable. Le Covid-19 a encore accru le ressentiment populaire et le soupçon envers toute parole officielle. Selon Christian Salmon, « *Dans l'esprit des citoyens (...) les médias ont abandonné toute fonction critique du pouvoir pour devenir les relais du système. Il y a des raisons idéologiques à ça, le fameux consensus néolibéral. Mais il y a aussi des raisons de format. La crise de la presse, le diktat de l'audience sur les chaînes d'info en continu ont poussé à cette sorte de tyrannie de la story qui étouffe le débat*^(*). »

(*) Christian Salmon, « On est passé du storytelling d'Obama aux clashes de Trump, de l'intrigue à la transgression », propos recueillis par Eugénie Bastié, *Le Figaro*, 15 février 2019.

LE TRUMPISME A ENCORE DE BEAUX JOURS DEVANT LUI

Les élections américaines, avec leur lot de rebondissements, nous ont amenés inévitablement à nous poser des questions sur la démocratie aux USA et chez nous. Le concept de « démocratie à l'occidentale » est-il devenu dépassé ? Les multiples et surprenants rebondissements dans le cadre des élections aux USA nous laissent à penser que ce n'est plus « la plus grande démocratie du monde », comme on l'entend souvent dire. Quelques éléments de réflexion, grâce à la précieuse collaboration de Jean-Paul Marthoz, journaliste et spécialiste des Etats-Unis.

A chaque échéance électorale américaine, nous sommes étonnés par le fait que celles-ci ne se gagnent pas grâce au nombre total des voix des électeurs. Ainsi en 2016, Donald Trump avait remporté trois millions de suffrages en moins qu'Hillary Clinton, mais a été élu grâce au vote des 538 « grands électeurs ». Le même phénomène s'était déjà produit il y a quelques années et avait mis hors jeu le démocrate Al Gore dans sa course contre le républicain George Bush.

La plus grande démocratie du monde ?

Nous sommes également étonnés d'entendre dire que les Etats-Unis sont la plus grande démocratie du monde, alors que ce pays nous renvoie des images de violence policière, de protection sociale quasi inexistante, de discrimination des communautés noires, d'inégalités de revenus criantes, etc.

Mais qu'en est-il si l'on s'en tient au niveau institutionnel et politique ? Pour Jean-Paul Marthoz, « les Etats-Unis offrent un modèle de la démocratie, mais ils ne sont pas vraiment une « démocratie modèle ». Le système mis en place par les Pères fondateurs lors de l'indépendance américaine présente sans aucun doute des points positifs, comme l'accent placé sur la séparation des pouvoirs. Contrairement aux démocraties européennes où les Parlements tendent à se comporter comme des chambres d'enregistrement des décisions gouvernementales, le Congrès américain jouit de prérogatives significatives et d'une large autonomie face au pouvoir exécutif, même si durant la présidence Trump, la majorité républicaine s'est elle aussi comportée comme une chambre d'enregistrement ».

La juriste américaine Anne Deysine¹ es-

time également que Donald Trump a mis la démocratie en danger. « Il a sapé l'indépendance du pouvoir judiciaire, les prérogatives du Congrès en empiétant sur son pouvoir, la liberté de la presse en traitant les médias d'ennemis du peuple, etc. Son attitude depuis l'élection est la continuation de cette tentative de détruire les institutions et la primauté du droit. » Pour Jean-Paul Marthoz, le système politique américain comporte trois grandes failles : le système électoral, le pouvoir excessif de la Cour suprême, et le poids de l'argent.

Un système électoral dépassé

« Premier défaut : le système électoral est vieillot et inique. L'accès aux urnes est compliqué par de multiples barrières, au détriment des minorités (africaines-américaines en particulier) qui votent généralement pour le Parti démocrate. » L'organisation des élections étant du ressort des Etats, certains d'entre eux compliquent l'accès aux bureaux de vote dans les quartiers défavorisés. On a vu des files interminables devant certains bureaux de vote alors qu'elles étaient inexistantes dans les quartiers riches. Autre discrimination compliquant l'accès au vote : exiger des électeurs de fournir un passeport ou un permis de conduire comme preuve d'identité, alors que généralement ce ne sont pas les classes populaires qui peuvent se permettre de voyager à l'étranger et d'avoir une voiture...

« Par ailleurs, le ratio entre le nombre d'électeurs et de sièges (au Sénat en particulier où chaque Etat, quelle que soit sa taille, dispose de deux élus) est défavorable aux démocrates, majoritairement présents dans les Etats peuplés et urbains. De plus, le redécoupage géographique arbitraire des circonscriptions, appelé Gerrymandering, a permis aux Républicains de remporter davantage de circonscriptions avec le même nombre

de votes. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises ces dernières années, les Républicains ont remporté la présidence avec des millions de voix de moins que le candidat du Parti démocrate. »

Et pourtant il est peu remis en cause par les Américains.

Par ailleurs, malgré le vote non obligatoire, une grande majorité d'électeurs se rendent aux urnes et s'intéressent aux débats électoraux, ce qui démontre un intérêt pour la politique et un attachement à ce socle de la démocratie que représentent les élections. Pas sûr que si le vote était facultatif en Belgique, nous serions proportionnellement aussi nombreux que les Américains à aller voter...

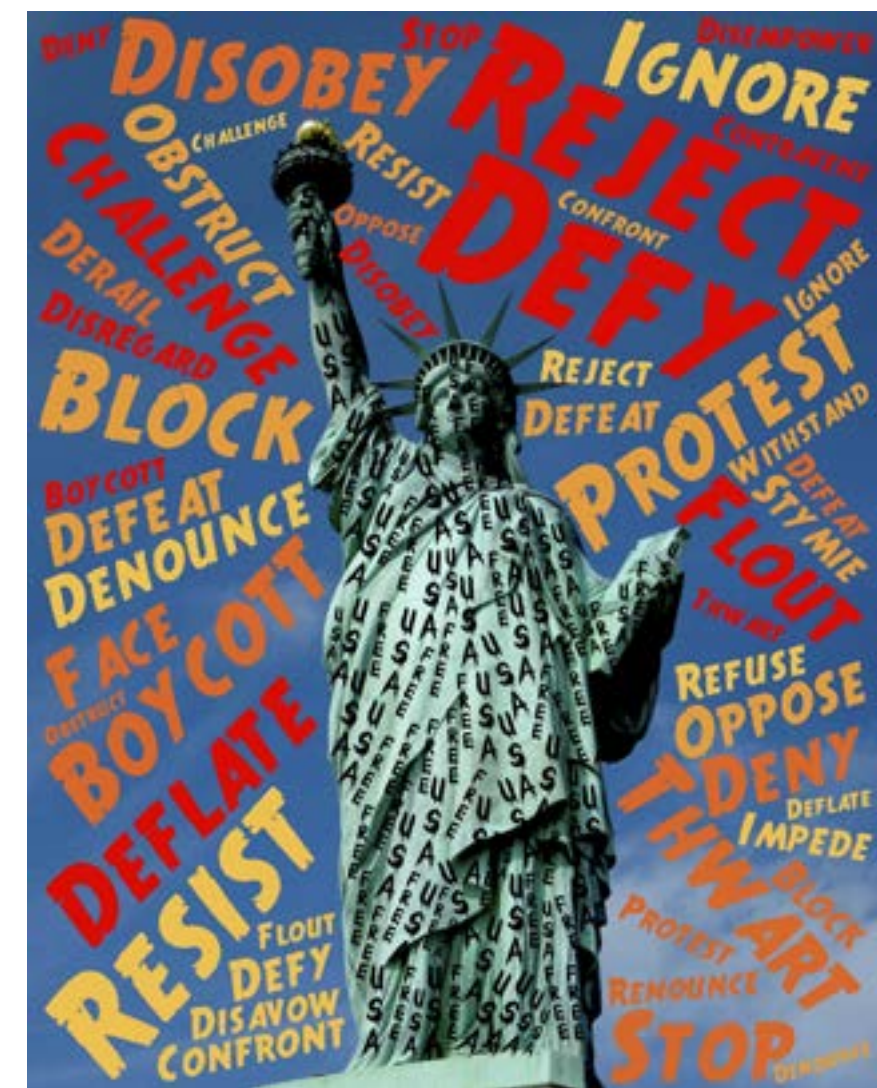
Le pouvoir excessif de la Cour suprême

Le deuxième défaut pointé par Jean-Paul Marthoz, c'est le rôle excessif de la Cour suprême.

A de nombreuses reprises, cette dernière a joué un rôle important et exemplaire dans l'histoire des Etats-Unis. L'exemple le plus célèbre en est sans doute son jugement dans les Dossiers du Pentagone (qui a cautionné la publication des dossiers secrets de la guerre du Vietnam), qui est venu s'ajouter à d'autres décisions progressistes, notamment sur l'égalité raciale. « Cependant, cette institution dispose d'un pouvoir excessif par rapport à la volonté populaire, car elle ne juge pas seulement de la constitutionnalité des lois. Elle « fait le droit » et sa décision dépend de l'idéologie de ses membres. Or, ceux-ci/celles-ci sont élu(e)s de manière partisane et à vie. Aujourd'hui, la Cour a une majorité conservatrice de 6 membres sur 9. Elle pourrait donc entraver l'action de la prochaine administration, à rebours des sentiments exprimés par une majorité d'électeurs. » Nous pensons par exemple à la suppression du droit à l'avortement depuis la nomination toute récente par Donald Trump de la juge Amy Coney Barrett, catholique farouchement opposée à l'avortement. Par ailleurs, le principe des juges nommés à vie est très contestable. En Belgique, il a été aboli en 1867 !

Le poids de l'argent

« Le système électoral américain souffre d'un troisième défaut : le poids de l'argent dans le financement des campagnes électorales qui permet à des gros donateurs d'exercer un pouvoir abusif sur la politique lors des campagnes. » Le choix des deux candidats (républicain et démocrate) aux élections est en effet fortement



conditionné par la somme d'argent qu'ils parviennent à réunir pour organiser leur campagne électorale. La campagne électorale 2020 a été la plus chère de l'histoire avec un total de dépenses, au niveau fédéral (Présidence et Congrès) de 14 milliards de dollars. Les riches particuliers et entreprises qui les soutiennent « généreusement » comptent bien avoir un retour sur investissement après les élections, ce qui pèse fortement sur les politiques mises en place. Nous pensons en particulier au lobby des armes ou encore à celui de l'industrie pétrolière, qui a indirectement obtenu le retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris sur le climat et diffuse ses arguments climato-sceptiques au sein même des administrations publiques.

En Belgique, ce type de pratique est devenu nettement moins fréquent (à quelques exceptions près) depuis les nombreux scandales liés aux financements des partis politiques et des « pots de vin » dans les années 70 et 80. Le financement des partis est très contrôlé et les « cadeaux d'entreprises » dans les campagnes électorales sont interdits. Les conflits d'intérêts des mandataires politiques sont surveillés de près. Le poids des lobbies dans les décisions politiques est nettement moins important qu'aux Etats-Unis ou au niveau de l'Union européenne, même s'il est sans doute encore présent. ▶

► Une tribune mondiale au populisme

Nous avons posé à Jean-Paul Marthoz la question de savoir si le populisme à la Trump n'est pas le risque majeur pour nos propres démocraties. Pour lui, « Donald Trump n'a pas inventé le populisme de droite, voire d'extrême droite. Celui-ci était déjà présent en Europe depuis des décennies, avec par exemple le Front national (aujourd'hui Rassemblement national) en France.

Toutefois, il lui a offert une tribune mondiale. Il a, en particulier, cristallisé les éléments qui sont à l'origine de ce courant d'opinion : le ressentiment du monde ouvrier à l'égard de la globalisation et des délocalisations ; la stigmatisation de l'Autre (étranger, immigré) dans la recherche des responsabilités de la crise ; le rejet des élites (un terme qui ne désigne pas seulement les milieux d'affaires « globalisés », mais les milieux progressistes) ; la suggestion du slogan Make America Great Again du « droit à la supériorité » de la population blanche et chrétienne face au spectre d'un « remplacement » par les autres communautés hispaniques ou afro-américaines ; le mépris des faits (il a émis près de 25.000 déclarations fausses, voire mensongères en quatre ans de présidence, selon les calculs du Washington Post) ; les attaques per-

manentes contre la presse ; la volonté de s'empêcher du contrôle des autres pouvoirs et organes de l'Etat ; la conception majoritarienne de la démocratie (qui ne reconnaît pas de légitimité à l'opposition) et une politique de radicalisation et de polarisation de la scène politique qui ouvre la voie aux mouvements les plus extrémistes ».

Populisme et complotisme faisant souvent bon ménage, Donald Trump a également ouvert la voie à l'introduction du complotisme à grande échelle au cœur même du pouvoir et de la famille Trump. Le mouvement complotiste d'extrême droite QAnon va sans doute faire son entrée au Sénat, et des hauts fonctionnaires sont infiltrés dans des postes importants de l'administration, y compris dans les agences de renseignements. Donald Trump a légitimé les théories fumeuses de ce mouvement auprès de son électorat (40% des Américains) en ne les condamnant pas et en déclarant apprécier son combat contre la pédophilie, un des arguments de vente phare de ce mouvement complotiste. Pour Frank Figliuzzi, un ancien agent du FBI, QAnon est un mouvement aussi dangereux que l'islamisme radical, puisqu'il va jusqu'à lancer des appels au meurtre de Joe Biden et Hillary Clinton. Tristan Mendès France, spécialiste du numérique, explique que grâce -ou à cause- des algorithmes des réseaux sociaux, une personne qui prend des renseignements sur Trump est automatiquement dirigée sur les pages de QAnon, preuve s'il en est que les liens sont étroits...

Son ampleur est préoccupante (y compris en Europe) car elle est révélatrice d'un changement dans la manière de s'informer et de communiquer via les réseaux sociaux, d'une crise de confiance totale dans les institutions démocratiques, d'une absence de réel débat démocratique sur les enjeux de société. En Belgique, ce sera sans doute le résultat des élections de 2024 qui traduira - ou non - cette tentation du trumpisme. Pour le chercheur Jean-Yves Camus³, « les populistes doivent assumer une part de radicalité pour gagner. On verra, en Belgique, le différentiel entre le Vlaams Belang et la N-VA. Je crains que l'outrance paie... ». Les Etats-Unis, comme beaucoup de démocraties, sont clairement à la croisée des chemins.

Monique Van Dieren

1. Anne Deysine, *Les Etats-Unis et la démocratie*, L'Harmattan, 2019. Interrogée dans *Le Vif* du 12/11/2019.

2. Interrogé dans l'émission *La fabrique du mensonge* sur France 5, diffusée le 25/10/2020.

3. Interrogé dans *Le Soir* du 09/11/2020.

I N T E R V I E W

LE COMLOT : UNE RÉPONSE À DES QUESTIONS... SANS RÉPONSES ?

Edgar Szoc est économiste et romaniste. Il livre régulièrement ses chroniques sur *La Première RTBF* dans l'émission « C'est presque sérieux ». Il est l'auteur de l'ouvrage *Inspirez, conpirez : le complotisme au XXI^e siècle*, paru aux Editions La Mulette en février 2017.



© Edgar Szoc

Depuis quelques semaines, le documentaire *Hold Up*¹ défraie la chronique tentant d'apporter la preuve que le Covid-19 aurait été lâché volontairement dans l'espace public pour résoudre un problème de surpopulation. Aux Etats-Unis également, la machine à complots semble s'emballer. Comment pouvoir démêler le vrai du faux dans un océan de complexité ? En tant que mouvement d'éducation permanente, comment se situer face à ces théories souvent farfelues livrées à des humains déboussolés ?

Contrastes : D'un côté, il y a ceux qui crient au complot et de l'autre, ceux qui n'y croient pas et risquent d'être accusés de « bisounours » par les premiers. D'où vient donc cette théorie du complot qui nous amène

chacun à choisir notre camp, d'une façon dangereusement manichéenne ? Qu'est-ce que le complotisme ?

Edgar Szoc : Je consacre une grande partie de mon livre à essayer de définir ce qu'est une théorie du complot - sachant que le complotisme serait la tendance à adhérer de manière relativement systématique aux théories du complot. La théorie du complot serait une tentative de répondre à une question irrésolue. Encore faut-il s'entendre sur le terme irrésolu. Une question peut être résolue scientifiquement, sans que ce consensus scientifique n'empêche l'adhésion sociale : c'est par exemple le cas de l'origine humaine du réchauffement climatique. Pour répondre à cette question irrésolue, la théorie du complot postule que les ap-

Notre fameux Compromis à la belge n'a plus la cote...

En Belgique, nous n'avons pas de figure présidentielle incarnant une seule tendance politique, mais un gouvernement issu d'une alliance entre de nombreux partis représentant une majorité d'élus au Parlement. C'est particulièrement le cas dans le nouveau gouvernement Vivaldi, où sept partis de toutes tendances - à l'exception des extrêmes - sont représentés. Le citoyen s'y sent-il pour autant mieux représenté ? La nécessité de faire des compromis (voire des compromissions) ne donne pas aux citoyens le sentiment de se retrouver dans les décisions prises par les représentants politiques qu'ils ont élus. Nous avons encore tous à l'esprit l'exemple d'Elio Di Rupo qui a concédé la dégressivité des allocations de chômage à ses partenaires libéraux du gouvernement.

C'est une des raisons pour lesquelles notre système de démocratie représentative est contesté par une partie non négligeable de la population. Mais ce n'est pas la seule : les ratés et les manquements dans ce système de représentation amènent les gens à demander plus de démocratie participative et/ou directe, ou encore à plébisciter un système présidentiel plus lisible « à la française », voire même à souhaiter un « pouvoir fort » (70% de votes exprimés dans ce sens dans l'enquête Noir-Jaune-Blues en 2017).

Dès lors, n'aurions-nous plus que le seul choix entre la peste et le choléra ? Entre un système démocratique très consensuel mais illisible, incompris, dépassé par la complexité des institutions, ou une société complètement polarisée par des discours clivants et des politiques excluantes et discriminatoires ? La tendance générale dans de nombreux pays laisse à penser que c'est vers la deuxième option que l'on se dirige de plus en plus. La manière dont se sont déroulées les élections aux USA sont révélatrices d'une dérive démocratique généralisée, y compris en Europe.

► parences n'ont rien à voir avec la réalité. Et que cette réalité est en fait le produit d'une série de complots fomentés par des gens extrêmement compétents et en outre, extrêmement malveillants. En termes de méthode, cette théorie du complot va s'appuyer sur les anomalies du récit officiel, les coïncidences, les étrangetés.

Enfin, cette théorie s'avère irréfutable, infalsifiable. Au sens qu'en donne le philosophe Karl Popper². On peut d'ailleurs en faire l'expérience lorsque l'on discute avec une personne qui adhère à cette théorie : quand on essaie d'argumenter, tout argument est aussitôt recyclé, retourné de manière à nous démontrer que le complot est encore plus vaste qu'on peut imaginer.

■ **Cela veut donc dire qu'en face d'une personne qui adhère, toute vision qui n'irait pas dans son sens, est rejetée d'emblée ? N'est-ce pas dangereux ? Que nous dit l'histoire à ce propos ?**

□ La tentation à recourir à ce mode d'explication de la réalité est vieille comme le monde. C'est une façon de donner sens à l'univers et de dire que ce qui se passe ne se passe que parce que quelqu'un a voulu que ça se passe comme ça. La réalité n'est donc pas vue comme un enchaînement chaotique de forces qui trouvent un point d'équilibre ; elle est vue comme le fruit d'une volonté, le plus souvent maléfique. Or, on sait bien que souvent une situation est le résultat d'un enchaînement de décisions de différents acteurs qui, avec des forces inégales, tirent dans des sens différents. Prenez par exemple ce qui se passe au Moyen-Orient : personne n'a souhaité que la situation soit telle qu'elle est aujourd'hui. Il n'y a pas là derrière quelqu'un qui tire les ficelles. Ça a quelque chose de rassurant de se dire que le réel n'est pas le fruit du hasard, mais celui de la volonté d'un acteur. Cette tentation est très ancienne.

■ **Cette façon d'attribuer une cause irréaliste à une réalité qu'on comprend mal est-elle dangereuse, d'autant plus qu'on a l'impression qu'elle est de plus en plus présente aujourd'hui ?**

□ Peu de recherches ont tenté de mesurer cette plus grande présence de façon rigoureuse. La seule étude, à ma connaissance, a consisté à épilucher les courriers adressés à la rédaction du New York Times entre 1890 et 2015 pour voir si celle-ci recevait davantage de lettres de lecteurs croyant à un complot. Il ressort de cette recherche que le nombre de courriers est as-

sez stable au fil des années. Ce qui est évident, par contre, c'est que nous sommes beaucoup plus soumis à des discours complotistes via les réseaux sociaux par exemple. Avant, si vous vouliez en savoir plus sur les reptiliens³ ou les Illuminati⁴, vous deviez vous rendre dans des librairies ésotériques, faire une démarche très proactive. Je ne pense pas qu'on y adhère plus, mais on peut trouver très facilement toute une série de discours plus ou moins folkloriques. On est tous beaucoup plus exposés mais je ne pense pas que cela veut dire qu'on y adhère plus. Mais il est clair que cela crée un état de confusion, d'hésitation. Les gens ne savent plus très bien ce qu'ils peuvent ou ce qu'ils doivent penser quand certains disent blanc et d'autres noir. Le risque est que beaucoup se résignent à une forme de méconnaissance du réel.

■ **Les « complotteurs » sont-ils toujours des personnes qui ont un grand pouvoir, qui dominent ?**

□ Non, dans mon livre, je montre que les Juifs ont été au cœur de théories du complot. On accuse les puissants, c'est vrai, mais les Juifs ont été une minorité persécutée, dont les droits étaient bafoués. On accuse souvent des minorités ethniques ou religieuses d'être à l'origine d'un complot. Actuellement, avec l'avènement de la mondialisation, une nouvelle tendance est de penser que la mécanique du capitalisme est complotiste. Quelle requiert des décisions concertées de la part des propriétaires les plus puissants, des personnes les plus riches de la planète. Or, on peut expliquer ce qui se passe sans avoir recours à cette idée d'une grande concertation entre quelques-uns. Si on analyse les choses en sciences sociales, on peut expliquer certaines inégalités sociales criantes. Cela sans se référer à une théorie complotiste. Par exemple, si on constate que peu de jeunes issus du milieu ouvrier s'inscrivent à l'université, c'est parce que toute une série de mécanismes sociaux interagissent. Face à cette réalité injuste, on pourrait penser qu'il y a derrière, une organisation concertée pour créer cette situation d'injustice ; un complot des parents universitaires par exemple. Or, on peut trouver des explications à cela, sans y voir pour autant une volonté délibérée de quelques-uns.

■ **Comment se fait-il que l'on y fait appel si souvent et depuis si longtemps ? Est-ce un fonctionnement humain « normal » ?**

□ Pendant longtemps, on a envisagé cette façon d'expliquer la réalité en se référant au

complot sous le prisme de la psychiatrique : une forme de paranoïa appliquée au corps social. Partant par exemple de l'idée très ancrée en nous, que l'ampleur des conséquences serait proportionnelle à l'ampleur des causes. Par exemple, lors de l'attaque terroriste sur les Twin Towers à New York : imaginer qu'il s'agissait d'un complot au niveau de la CIA paraissait plus à la hauteur des faits que de penser qu'il s'agissait d'une action commandée par un intégriste dans une cave lointaine. Une enquête montre par exemple qu'en lançant un dé, si on a envie d'obtenir un petit chiffre, on va le lancer doucement alors que si on veut obtenir un 6, on va le lancer avec force. Or, on sait que ça n'a aucun effet mais il y a coexistence en nous, de deux rationalités.

Un autre biais est celui de l'intentionnalité : on ne percevra pas un acte de la même façon suivant qu'on soit dans un état de sobriété ou un peu ivre. Par exemple, quelqu'un vous bouscule en vous croisant dans une foule, vous allez penser que c'est involontaire. Or, si vous avez bu, vous allez sans doute penser que c'est volontaire. Le mot complot a une racine anglo-saxonne : « plot » signifie complot mais aussi scénario. Il s'agit d'une histoire qu'on raconte, qui dit un rapport au monde. Les théories du complot sont séduisantes. Elles répondent à des biais qui sont ancrés en nous.

■ **Cela veut dire que nous sommes tous susceptibles d'être un jour séduits par une théorie complotiste ? Elles n'ont pas que des adeptes délirants ou certaines catégories de la population ?**

□ La seule variable qui semble prouvée, c'est qu'elle touche plus les hommes que les femmes. A part cela, elle atteint toutes les catégories d'âge et socio-professionnelles. Des études françaises récentes semblent établir une corrélation entre ceux qui adhèrent à ces théories et le vote aux extrêmes, mais jusqu'à présent, il y avait peu de données qui attestaient un lien entre adhésion aux théories du complot et convictions politiques.

Lorsque j'anime des débats dans des classes, je ne constate pas de différences d'une école à l'autre, qu'elle soit élitiste ou en discrimination positive. Par contre, le pourcentage le plus important des élèves déclarent qu'ils ne savent pas. On pourrait imaginer que cela incite à en savoir plus ; ce n'est pas le cas. Il y a une certaine résignation ; comme si prendre position après avoir mené une recherche pour connaître la vérité, n'était pas de mise. On y

croit ou on n'y croit pas. Comme s'il s'agissait d'une question de foi.

Le besoin de faire sens dans un monde de plus en plus complexe, d'où nous parvenons des informations très variées provenant de sources multiples rend séduisantes les théories du complot. Elles sont plus reposantes pour l'esprit : on ne doit plus chercher à faire sens, l'explication est là.

■ **Se satisfaire d'explications simplistes, n'est-ce pas la porte ouverte pour adhérer à des discours extrémistes ?**

□ On est dans un mouvement systémique : l'un alimente l'autre... L'histoire le prouve. Dans les années trente, dans les discours portés aussi bien par une partie de la gauche que par la droite, on retrouvait cette idée que 200 familles détenaient tout... Il y a des tentations de ce même type de simplisme à l'œuvre aujourd'hui. L'extrême droite diffuse ce genre de discours, portés aussi par des pays comme la Russie, trop contente de saboter le débat démocratique en Europe.

Il y a aussi des causes endogènes produites par des gens qui y croient sincèrement, parfois instrumentalisés par le haut, et d'autres causes liées au climat social. Si on assiste à une formidable démocratisation de la parole publique, ce dont on ne peut que se réjouir, on voit aussi l'émergence de toute une série de discours qui jusque-là étaient à la marge de la parole publique. En 1990, seul un petit nombre de personnes (le clergé, les journalistes, les artistes, les sportifs, les politiciens, les universitaires, les dirigeants syndicaux et les chefs d'entreprise) avaient le pouvoir de s'adresser à un auditoire de 1000 personnes à la fois. Aujourd'hui, n'importe qui a un message formellement bien construit, a cette capacité de s'adresser à un auditoire large. La circulation des théories du complot est quelque part le revers de la médaille d'une démocratisation de la prise de parole.

Avant, on refaisait le monde au café du commerce. Aujourd'hui, les propos publics ont plus d'impact ; beaucoup de gens n'ont pas pris conscience de leur nouveau pouvoir. Or, la déontologie ne s'est pas construite dans le même temps. La nouvelle puissance d'expression qu'ont aujourd'hui les citoyens, va-t-elle s'accompagner d'une nouvelle responsabilité ? On assiste à la fois à une nouvelle faculté d'expression mais celle-ci est liée à un sentiment d'impuissance. Cela crée les conditions d'une ►

Une nouvelle tendance est de penser que la mécanique du capitalisme est complotiste. Qu'elle requiert des décisions concertées de la part des propriétaires les plus puissants, des personnes les plus riches de la planète.



© Edgar Szoc

La circulation des théories du complot est quelque part le revers de la médaille d'une démocratisation de la prise de parole.

expression collective de ressentiments et d'impuissance. Tout cela ne me paraît pas très porteur. Au contraire, le risque est de rentrer dans une logique de boucs émissaires, de rejets, de désir de retour à un passé un peu mythologisé, avec le danger du nationalisme. La Belgique francophone semble constituer un terrain moins fertile à ces tentations. En tout cas pour le moment...

■ **Ceux qui dénoncent, à travers une théorie du complot, une forme de manipulation, seraient eux-mêmes manipulés et résignés. Les imaginez-vous un jour, prêts à se battre pour plus de justice sociale, comme nous le faisons dans nos associations d'éducation permanente ?**

□ La différence principale réside dans le fait de donner des outils pour se forger une opinion propre, pour acquérir une capacité d'analyse de certaines situations. Un discours complotiste dira ce qu'il faut penser sans donner des outils. Il faut donc contribuer à fournir des outils de questionnements, là où les discours complotistes vont juste offrir des réponses et des grilles de lecture erronées. Je vois néanmoins des zones de recoupement. Par exemple dans une forme de révolte pour dénoncer des inégalités. Mais les complotistes amènent de mauvaises réponses et ne feront rien changer à ce qu'ils dénoncent. Par exemple, le documentaire *Hold Up* n'aura pas d'impact sur la revalorisation des travailleurs du secteur de la santé. Il porte plutôt un discours de la résignation. En effet, s'il vous amène à penser que ce qui se passe est organisé par des personnes très compétentes, vous aurez l'impression que vous êtes bien impuissants à changer le cours des choses.

Les théories du complot livrent aux foules un discours sur leur propre impuissance. On est aussi face à pas mal d'incohérence. Certains « anti-masques » croient au complot et donc à l'existence du virus mais ne veulent pas s'en protéger... On atteint souvent les limites d'une certaine rationalité. Il faut interroger ce à quoi les gens croient vraiment. Certains défendent une même chose mais ne partagent pas forcément les mêmes visions.

■ **Entre naïveté et théorie du complot, il n'est pas simple de se situer. D'autant plus que des complots ont réellement existé. Certains films les mettent en scène et il est arrivé que la réalité dépasse la fiction. Par exemple lorsqu'on voit comment certains gouvernements américains ont mis en place des dictateurs dans certains pays d'Amérique latine.**

□ Effectivement, dans les années nonante, deux mille, les scénaristes ont beaucoup utilisé le ressort narratif du complot dans la fiction. Il est vrai aussi que la réalité est parfois tellement abominable qu'on est enclin à y coller une explication qui rassure. Face à cela, je vois deux positions reposantes : voir des complots partout ou n'en voir nulle part. Ça évite de penser. Il faut garder son esprit ouvert, sa capacité d'analyse. On assiste à des manifestations de groupes complotistes aux USA ; on peut craindre la récupération par un mouvement politique. Le fait de décrédibiliser les scientifiques est aussi quelque chose de dangereux, mais en même temps, beaucoup d'adhérents aux théories du complot n'ont pas forcément les mêmes opinions et il me paraît donc difficile d'imaginer que ça puisse devenir un support à la création d'un mouvement politique plus large. Ils ont en commun le rejet de ce qu'ils appellent « le système » mais c'est souvent le seul point commun entre des discours qui divergent fortement en termes de valeurs et de projets - quand projet il y a.

Propos recueillis par Laurence Delperdange

1. *Hold Up* : un documentaire de Pierre Barnérias, qui vise à révéler le « plan caché » derrière la pandémie de Covid-19.
2. Karl Popper est né à Vienne en 1902. Enseignant et philosophe des sciences, il a introduit le concept de réfutabilité. Réfuter (contredire, ou démentir) une thèse, une opinion, un préjugé, une théorie consiste à démontrer qu'elle est fautive parce qu'elle contient des erreurs. Réfuter une théorie a donc aussi pour but de mettre en évidence ses limites par rapport à une autre sur sa capacité à correspondre aux faits.
3. Certains partisans de théories du complot pensent que ces créatures existent bel et bien et qu'elles œuvrent dans l'ombre dans le but de manipuler l'espèce humaine. On y trouverait les hommes politiques, les médias et les banquiers.
4. Les théories du complot Illuminati sont des théories conspirationnistes qui prétendent que la « société de pensée » allemande des Illuminés de Bavière, historiquement dissoute en 1785, aurait perdu dans la clandestinité et poursuivrait un plan secret de domination du monde.

C O M P L O T I S M E

LES LIENS DU SENS

QUATRE « CHECKPOINTS » ENTRE LE STYLE COMPLICITISTE ET L'ÉDUCATION PERMANENTE

Dans le milieu associatif, on est souvent un peu gêné quand il est question du complotisme. On n'a pas envie de stigmatiser les gens, mais on ne veut pas sembler cautionner non plus, alors on évoque le phénomène du bout des lèvres. Ici, je propose d'empoigner à pleines mains les liens entre éducation permanente et complotisme. Et si l'éducation permanente partageait des points communs avec les attitudes complotistes ? S'il était possible de travailler à partir de ces points communs ?



Manifestation anti-masque en août 2020 à Berlin

Dérouté, voire dégoûté par la complexité chaotique du monde, ébranlé par des événements imprévisibles, parfois révolté par les injustices, l'individu cherche des explications. Les plus réconfortantes pour le cerveau humain sont les plus simples : celles qui attribuent la cause de ce qui se passe à un nombre limité de personnes qui l'auraient décidé. Celles qui identifient des coupables tout-puissants. Or sur Internet, les théories de ce genre ne manquent pas.

De leurs écrans aux rues de Berlin !

Longtemps, je me suis dit : la tendance au complotisme, ça se passe surtout dans l'isolement derrière les écrans. C'est un premier pas encore un peu secret, dans l'anonymat des réseaux. Le début d'une quête de vérité, un vague désir de retrouver prise sur le monde. Et même s'il s'illusionne sur les causes, ce vague désir qui s'affirme critique est peut-être le degré zéro de la révolte. Puis cette tendance a grossi, elle

est devenue virale, visible partout. Elle semble même être devenue le principal rapport au monde, l'une des idéologies dominantes de notre époque. Mais surtout : elle s'est mise en action. Les complotistes passent de leurs écrans à la rue. À Berlin, le samedi 29 août 2020, près de 38.000 personnes participent à une manifestation anti-masque, avec l'intention de faire le siège du Bundestag, le parlement allemand. La forte proportion de complotistes dans cette mobilisation fait monter en moi un étrange rapprochement : s'il débouche sur une forme d'action collective, le complotisme n'est-il pas une version parallèle de l'éducation permanente ? Je me dis alors qu'il faut réfléchir sérieusement à cette histoire, pour observer de près les ressemblances et les différences.

Je ne veux pas parler ici des théories du complot les plus caricaturales (reptiliens, illuminati, platistes) ou liées à des événements ponctuels (mort de Lady Diana, premier pas sur la lune) mais plutôt de ce qu'on pourrait appeler

► le « style complotiste ». Définissons-le comme la tendance spontanée à parler abusivement en « ils » à propos d'un groupe plus ou moins identifié qui serait détenteur du pouvoir : « les puissants », « l'oligarchie », « les médias », « les possédants », etc. Une grande partie de celles et ceux qui utilisent ces expressions se trouvent souvent dans une zone floue : leur attitude a peut-être autant à voir avec l'éducation permanente qu'avec le complotisme. Potentiellement, du moins. C'est l'hypothèse, le pari que je veux faire en écrivant ces quelques explorations, destinées à faire naître des questions plutôt qu'à y répondre.

Durant la Guerre Froide, « checkpoint Charlie » était le nom d'un poste-frontière, à Berlin, permettant le passage de certaines personnes ou de certains biens entre l'Allemagne de l'ouest et l'Allemagne de l'est. Un « point de contrôle » est donc à la fois un pont, un endroit de passage et un espace de vigilance, de vérification. Cet article se veut une invitation modeste à envisager des ponts, à esquisser des liens de sens, au départ des émotions et des attentes des gens - soit de cohérence, de justice, de démocratie - quand bien même celles-ci s'exprimeraient plus ou moins clairement dans un style complotiste.

Checkpoint 1 : « Identifier l'adversaire »

On peut souvent entendre, à juste titre, qu'en éducation populaire il est nécessaire de faire une démarche d'identification de l'« adversaire ». L'adversaire, ce n'est pas l'ennemi mais l'acteur qui, dans telle situation, fait barrage à la transformation sociale qu'un « nous » cherche à construire dans la parole, l'intelligence et l'action - critiques et collectives.

N'y a-t-il pas quelque chose de similaire dans le style complotiste ? En nommant des responsables tels que « l'oligarchie » ou « les médias », n'est-on pas en train d'identifier l'adversaire ? À première vue, sans doute. Mais en réalité, pas précisément, voire pas du tout. Car l'adversaire est emballé dans des contours tellement flous qu'on peut mettre n'importe qui ou n'importe quoi dedans. Et surtout, il semble que dans le style complotiste l'adversaire soit systématiquement le même, quelle que soit la problématique identifiée. Le recours systématique à une désignation en « ils » est donc encore très éloigné d'une démarche d'éducation permanente. Mais on peut certainement travailler à partir de cette velléité d'identification. Cela demande du temps pour des questionne-

ments collectifs : quel média, à la différence de quel autre ? Quel parti a défendu quoi dans quelle situation ? Tel « adversaire » dans cette lutte n'est-il pas un allié dans une autre ? Etc.

En éducation populaire, l'identification de l'adversaire n'est jamais réalisée une fois pour toutes. Elle n'est jamais donnée par avance. Elle peut déboucher sur le constat qu'il y en a plusieurs, aux responsabilités clairement définies, partagées ou contradictoires. Pour autant, face à quelqu'un qui vous dit, par exemple, que la crise sanitaire a été causée par les politiques ou inventée par les médias, il y a peut-être une intuition à entendre, une idée à creuser, quelque chose à faire ensemble. Même dans le cas où ce style complotiste nous irrite, nous aurions tort de laisser cet embryon de démarche critique se refermer sur lui-même, se nécroser dans une simplification, dans une explication subie, dans une véritable « théorie » passivement importée sur les réseaux sociaux.

Checkpoint 2 : la liaison émotion-critique

Christian Maurel, l'un des penseurs de l'éducation populaire, a coutume de dire que celle-ci est une démarche critique consistant à partir de ce qui affecte les gens : ce qui les met en colère, ce qui les indigne, ce qui les révolte, ce qui les dégoûte. En partant de ces émotions individuelles, une trajectoire peut se co-construire, qui est à la fois pensée, recherche et action collective. En Belgique francophone, l'une des trois dimensions de notre définition officielle de l'éducation permanente est le développement d'une prise de conscience et d'une connaissance *critique* des réalités de la société.

Quelques minutes sur les réseaux sociaux suffisent à le constater : les commentaires de style complotiste sont souvent animés, et pas qu'un peu, par des affects. Ils se revendiquent beaucoup aussi de « l'esprit critique ». Ceux qui font confiance, ne fût-ce qu'en partie, aux médias et aux politiques, sont requalifiés en « moutons », en idiots utiles du « système ».

Ces deux ingrédients, l'émotion et une revendication d'esprit critique, peuvent-ils constituer un point de jonction entre le style complotiste et l'éducation permanente ? Nous voulons faire le pari qu'il existe beaucoup de situations où cette possibilité existe. Le nœud à démêler, le point central à travailler est certainement lié à ce que signifie « douter ». Le doute est une attitude saine, qui est au fondement de la démarche philosophique. Mais ce principe est

« dénature dans le cadre du complotisme. On parle alors d'hypercritique, c'est-à-dire d'une méthode d'argumentation consistant en la critique systématique et excessive des moindres détails d'une affirmation. Ce doute toujours présent est le symptôme d'une rupture majeure de la confiance de la part des citoyens, et bien sûr des jeunes, à la fois envers le monde politique et envers le discours médiatique dit "officiel". Cette rupture est certainement due à de réels abus qu'il serait inutile - voir nocif - de nier dans le cadre d'une approche pédagogique aux théories du complot¹. »

Dans la spirale complotiste, doute et certitude fusionnent au lieu de dialoguer. Les apparences du doute laissent rapidement entrevoir aux interlocuteurs un bloc de certitudes inamovibles. Plus on discute, plus les certitudes se renforcent. L'émotion de départ trouve du réconfort dans la certitude et dans une communauté de croyants en cette certitude. Une démarche d'éducation permanente, au contraire, produit du collectif par des liens de questionnements, non par des contaminations de croyances. Elle tente de faire dialoguer les doutes entre eux et avec des apports extérieurs : des informations, des recherches, des valeurs-cadres.

Checkpoint 3 : l'action collective

Les manifestations anti-masque à Berlin et ailleurs ont attiré de nombreux croyants en diverses théories du complot. C'est l'électrochoc qui a mené à la présente réflexion. Si les complotistes se mettent à manifester ensemble, où va-t-on ? Cela peut-il constituer un mouvement social d'un nouveau genre, s'appuyant sur des réalités parallèles plutôt que sur une idéologie cohérente ? Car au-delà de l'opposition à la gestion de la crise sanitaire, « le plus surprenant était sans doute ce mélange hétéroclite et contre-nature de sympathisants d'extrême droite, de hippies, de militants antivaccins, de skinheads arborant des tatouages glorifiant le nazisme, avec, quelques mètres derrière, des familles entières de babacools, porte-bébé en bandoulière, ou des chrétiens évangélistes, toutes nationalités confondues². »

L'étrangeté d'une telle mobilisation pose question. Sans aller jusqu'à parler de « convergence des luttes », on ne peut pas nier qu'il y a bien mobilisation et rassemblement autour d'une cause commune. Le sociologue Guy Bajoit a construit une grille d'analyse des conditions de l'action collective. Dans celle-ci, il identifie quinze critères essentiels, organisés en trois



"Un esprit critique ne nuit pas/ne blesse pas !".
Marche pour la science en avril 2017 à Bruxelles

mouvements logiques : de la privation à la frustration, de la frustration à la mobilisation, de la mobilisation à l'organisation. On peut certainement identifier que dans le cas des mobilisations anti-masque, une partie de ces critères sont remplis. Mais pas tous. Notamment, en ce qui concerne la mobilisation, Guy Bajoit précise : « Il faut que les membres de la catégorie sociale frustrée partagent la même condition sociale, qu'ils se ressemblent - non seulement entre eux mais aussi avec les groupes d'activistes (...). Cette ressemblance peut être fondée sur des critères objectifs (âge, sexe, race...), sur une expérience partagée (profession, citoyenneté, condition sociale), sur des critères subjectifs (langue, idéologie, religion, mode de vie), si possible, sur des traditions de lutte (une réputation établie depuis longtemps), et enfin, sur une proximité géographique (la dispersion nuit à la communication, même si, aujourd'hui, internet facilite les choses)³. » Il n'empêche : la capacité de certains complotistes à se mobiliser ensemble dans l'espace public est un indice clair de la progression de ce type de rapport au monde et de sa capacité à avoir une influence socio-culturelle.

Checkpoint 4 : domination et sentiment de perdre

« D'un point de vue sociologique, analyse Olivier Klein, on va souvent retrouver des théories du complot chez des gens qui ont l'impression d'être dans une situation de vulnérabilité. Ce ne sont pas forcément les plus pauvres, mais ceux ►

► *qui se sentent fragilisés, qui ont l'impression que quelque chose qui leur est dû leur a été retiré ou a été octroyé à d'autres. Ce n'est donc pas étonnant qu'on retrouve des théories du complot chez les «gilets jaunes», qui correspondent à ce type de profil. L'un des grands spécialistes américains du complotisme, Joseph Uscinski, écrit ainsi dans l'un de ses livres (en anglais) que «les théories du complot sont faites pour les perdants». Cette formule est assez juste⁴.* »

Cette sensibilité au style complotiste des personnes qui se sentent « perdantes » est un autre élément à prendre en compte dans le parallèle critique que nous esquissons brièvement ici. L'éducation populaire vise, entre autres, à prendre conscience collectivement des dominations subies par les individus et les groupes sociaux. Nul doute, donc, que les publics enclins à adopter des discours complotistes soient précisément ceux avec lesquels il serait indispensable de co-construire des démarches d'éducation permanente. Un tel croisement est-il possible ?

« Bien voir » et « bien comprendre »

Les méthodes et les attentions requises par l'éducation permanente sont des outils pour envisager ces checkpoints, ces points de passage, avec la vigilance nécessaire. Le chantier est immense : c'est une excellente raison pour

s'y atteler plutôt que pour le fuir ou l'observer de loin. L'anthropologue et résistante Germaine Tillion, sans y faire explicitement référence, proposa en son temps, au cœur de la seconde guerre mondiale, d'excellentes balises proches du « Voir-Juger-Agir » de Joseph Cardijn. « Dans une période où toutes les passions sont exaspérées, et d'abord les nôtres ; où nous avons les nerfs à fleur de peau et le cœur au bord des lèvres, nous ne devons pas nous abandonner aux excès de notre agacement, ou de notre dégoût, mais nous devons nous efforcer de bien voir (le peu qu'on nous laisse voir), de bien comprendre et de bien juger⁵. »

Guillaume Lohest

1. *Déconstruire les théories du complot*, outil pédagogique réalisé par l'association BePax. Cf. encadré.
2. Geoffroy Libert, « Coronavirus : qui sont ces manifestants antimasque qui inquiètent l'Allemagne ? », rtf.be, 30 août 2020.
3. Guy Bajoit, « Frustration, mobilisation et organisation sont nécessaires pour qu'une action collective conflictuelle durable se produise », Revue Antipodes, Iteco, mars 2011.
4. « Que révèle le succès des thèses complotistes pendant l'épidémie de Covid-19 ? », interview d'Olivier Klein sur France-TV Info, article rédigé par Louis San - Benoît Zagdoun, 1^{er} décembre 2020.
5. Germaine Tillion, « La cause de la vérité », dans *À la recherche du vrai et du juste. À propos rompus avec le siècle*, 1941.



Un checkpoint entre le complotisme et l'éducation permanente : l'esprit critique...

(Images qui circulent sur les réseaux sociaux)



ISI informatique



Wallonie



FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

